

parce que ses membres craignaient de se voir exclus d'un ALENA élargi. Mais même le régionalisme a son propre élan. L'engagement que les membres de l'APEC ont pris à l'égard de la libéralisation des échanges en Indonésie, en novembre dernier, est proprement révolutionnaire : libre-échange entre les États-Unis et le Japon dans 15 ans; libre-échange entre les États-Unis et la Chine dans 25 ans. Le dynamisme même des économies asiatiques donne à l'APEC une importance spéciale car cette région est devenue le point de focalisation d'immenses réaménagements au sein de l'économie mondiale. Outre la croissance continue et rapide du Japon et des «dragons asiatiques», la région voit l'émergence de deux économies énormes et auparavant fermées : la Chine et l'Inde. Leur émergence enverra, plus vite que ce qu'on pense généralement selon moi, des ondes de choc dans le système économique mondial; des ondes de choc qui devront être prises en compte et en bout de ligne absorbées, surtout par l'adhésion à la nouvelle OMC et, du moins dans le cas de la Chine, par l'intégration à l'APEC. Cela fera, presque par définition, de la région Asie-Pacifique une région clé où se décideront les questions de politique commerciale de demain.

L'importance de l'APEC tient, en outre, à ce qu'elle englobe les deux rives du Pacifique. Certains peuvent douter de la capacité de deux ou trois superpuissances économiques – les États-Unis, le Japon et, potentiellement, la Chine – de coexister au sein du même bloc; mais l'APEC peut, avec une structure adéquate, fournir une interface entre les deux économies continentales – soit un «tampon» géopolitique réduisant la possibilité que l'intégration régionale en Asie ou que l'élargissement du libre-échange dans les Amériques ne crée une ligne de faille à travers le Pacifique. Ce rôle n'est pas sans importance pour le Canada – une puissance commerciale relativement petite mais ayant d'importants intérêts sur les deux continents. Ici encore, notre objectif est de maintenir l'élan, de poursuivre l'élargissement et le renforcement des structures et de garantir que la vision collective est tournée vers l'extérieur et axée sur l'expansion.

Une question se pose aujourd'hui avec de plus en plus d'acuité : pendant combien de temps l'Europe – ou du moins, les principaux pays d'Europe – peut-elle se permettre de demeurer à l'écart de ces échanges dynamiques entre l'Asie et les Amériques. Il est vrai que la Suède, la Finlande et l'Autriche ont récemment voté en faveur de l'adhésion à l'Union européenne, et des critères ont été établis en prévision de l'adhésion éventuelle de nombreux pays d'Europe de l'Est. Malgré tout, le recrutement de pays comme la Finlande ou l'Autriche ne peut compenser la perte possible d'un accès concurrentiel de l'Europe à l'Asie ou à l'Amérique latine. Déjà, certains indices permettent de penser que l'Europe est consciente du risque d'isolement pouvant découler d'événements qui se produisent en dehors de son territoire – ce qui pourrait expliquer ses démarches récentes visant à explorer les moyens d'établir une association économique plus étroite avec